Rapport de 2020 de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick

Volume I

AUDITOR GENERAL OF NEW BRUNSWICK

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU NOUVEAU-BRUNSWICK

AGNB • VGNB

Sujets de la présentation

- **Planification de l'infrastructure scolaire –** Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance

- **Services d'ambulance –** Ministère de la Santé et EM/ANB Inc.

- **Suivi du rapport de 2008: Redevances sur le bois –** Ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'Énergie

Planification de l'infrastructure scolaire

Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (le « Ministère »)

Volume I Chapitre 2

AUDITOR GENERAL OF NEW BRUNSWICK

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Pourquoi avons-nous effectué cet audit ?

- Plus de 97 000 élèves dans 294 écoles
- L'état de l'école influe sur la sécurité et le bien-être des élèves et du personnel enseignant
- Presque 1 milliard de dollars ont été budgétés pour l'infrastructure scolaire au cours de la dernière décennie
- 60 % des écoles ont plus de 40 ans
- La VG avait déjà exprimé des préoccupations concernant l'entretien différé des écoles du Nouveau-Brunswick

Polyvalente Roland-Pépin, Campbellton (Source : PRP photo Facebook)

[Original] Moncton High School (Source : CBC en ligne)

Objectif de notre audit

<u>Déterminer si le Ministère et les districts scolaires prennent des décisions fondées sur des données probantes</u> pour hiérarchiser :

- les grands projets d'immobilisations pour l'infrastructure scolaire
- les projets d'amélioration des immobilisations pour l'infrastructure scolaire existante

Conclusions

- Le Ministère et les districts scolaires investissent des efforts importants dans la préparation du budget d'immobilisations annuel

- Les décisions de financement pour les projets d'immobilisations scolaires ne sont pas toujours fondées sur des données probantes ou objectives

- Le Ministère n'exerce pas une surveillance centrale efficace de la planification de l'infrastructure scolaire

- Absence d'une approche pour la gestion du cycle de vie

Conclusions

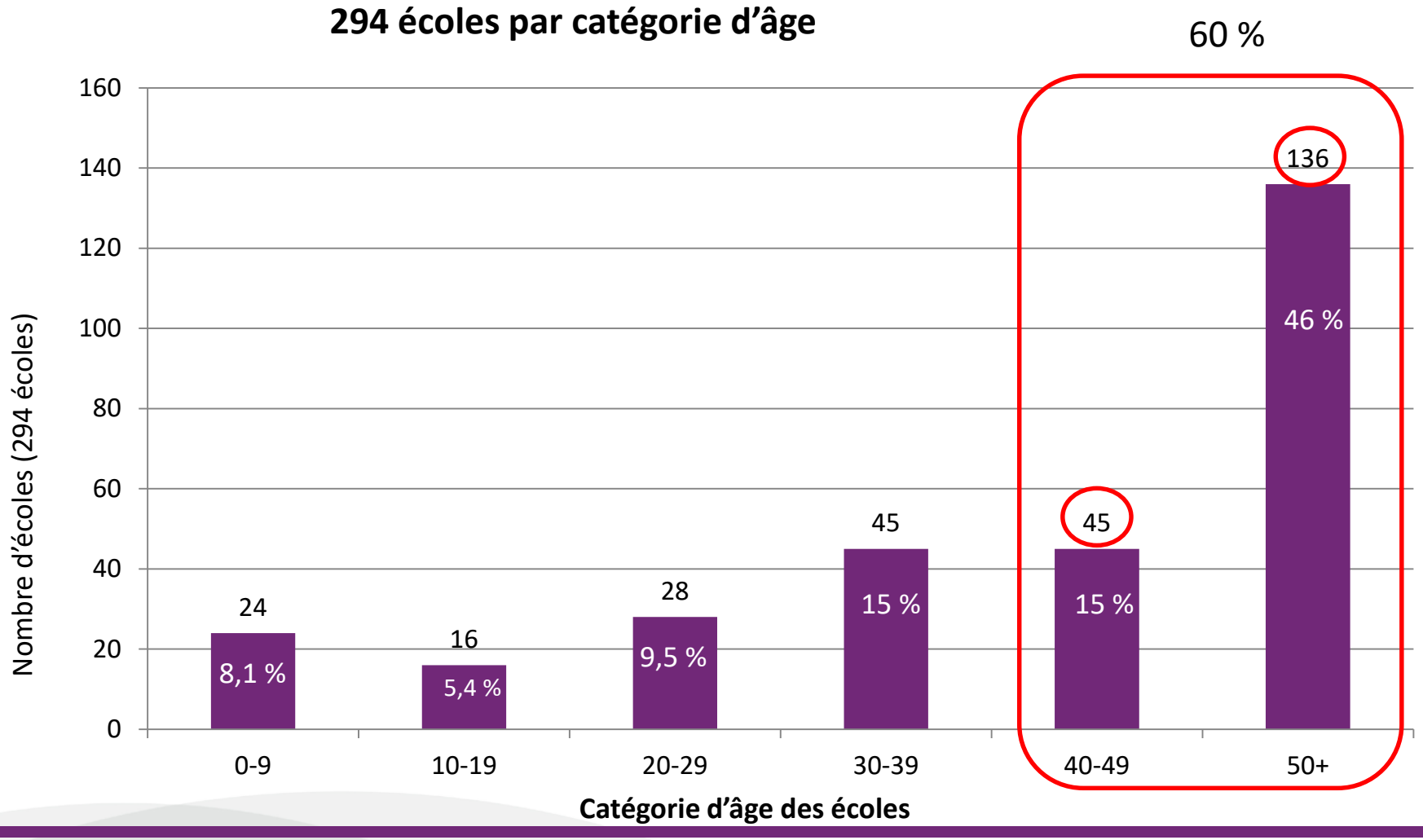
- L’outil d'évaluation des grands projets d’immobilisations est un bon pas vers une prise de décision fondée sur des données probantes

- Absence d’un plan global d’immobilisations à long terme

- Dérogation aux propositions recommandées

- Données insuffisantes et de mauvaise qualité sur l’état des installations

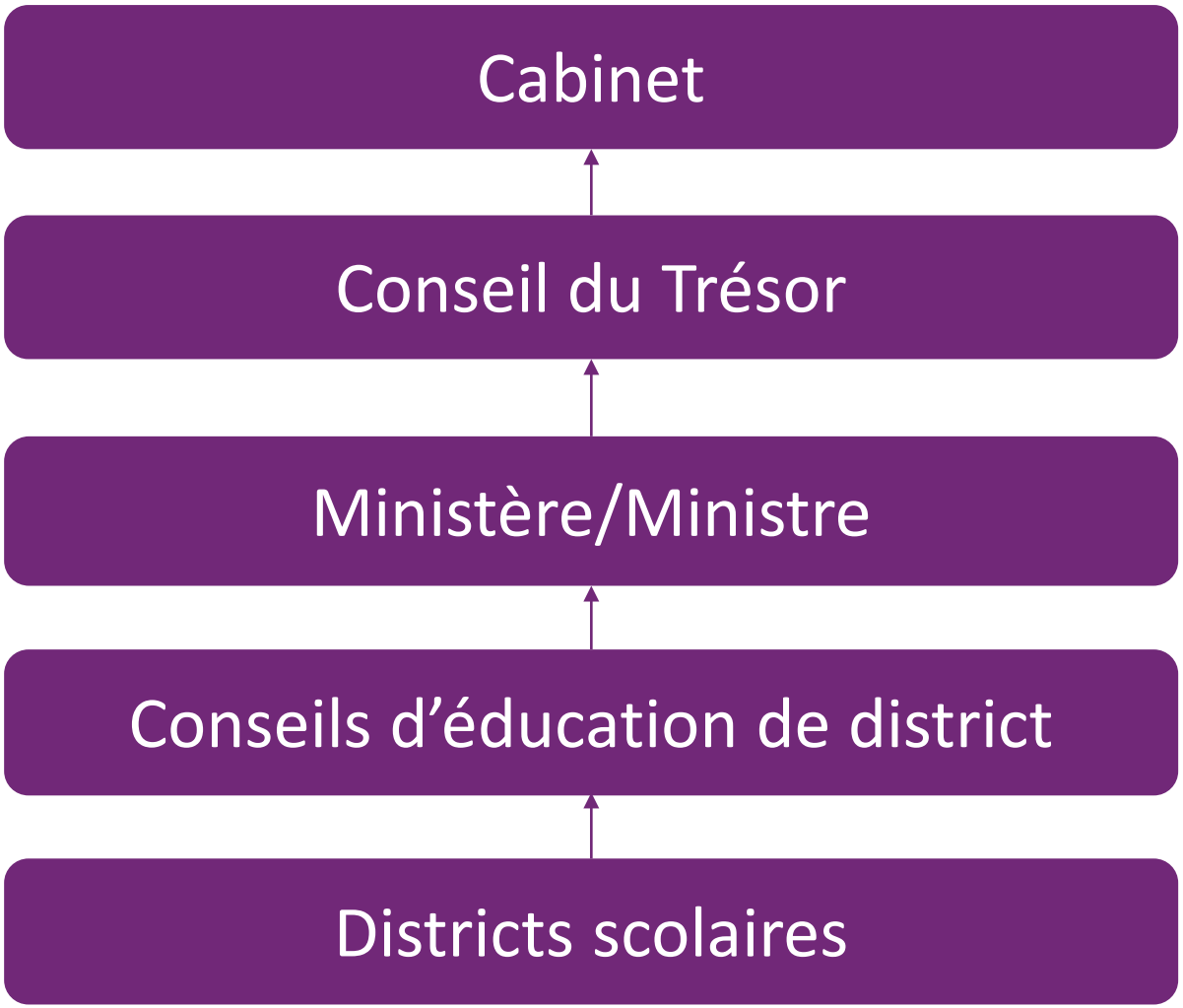
Investissements importants nécessaires pour maintenir une infrastructure vieillissante



Ventilation du budget des immobilisations pour l'infrastructure scolaire

	Exercice (en millions de dollars)				
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Programme des grands projets d'immobilisations (nouvelle école, nouveau gymnase)	73 $	89 $	67 $	88 $	42 $
Programme d'amélioration des immobilisations (panneau électrique, amélioration des salles de bains)	21	18	17	18	18
Autre (modernisation de l'éclairage)	3	3	4	s. o.	s. o.
Total du budget d'immobilisations	**96 $**	**109 $**	**88 $**	**106 $**	**60 $**

Décideurs et parties prenantes



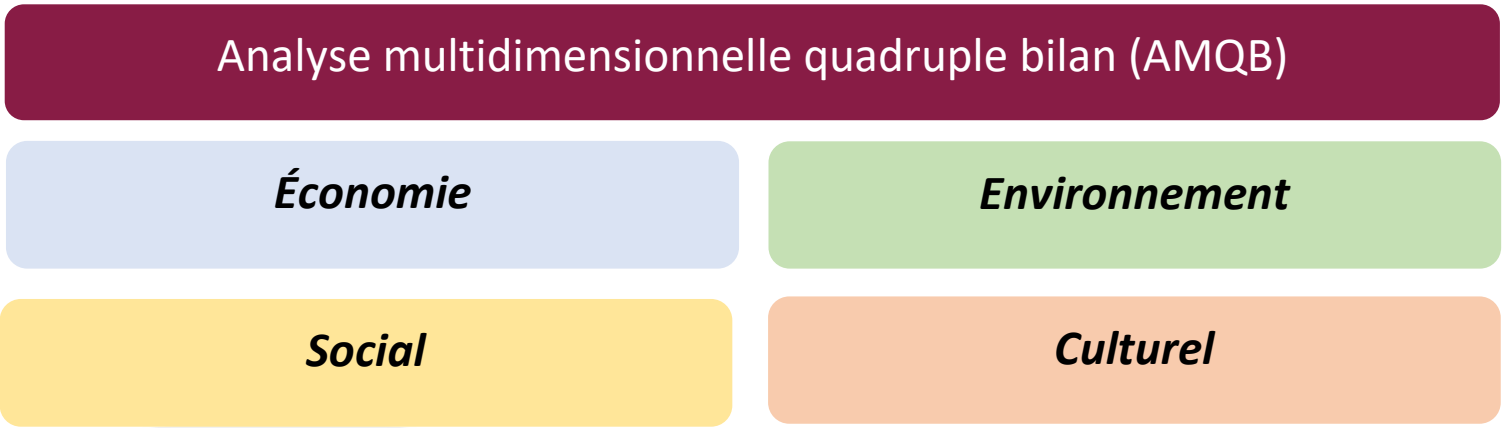
Programme des grands projets d'immobilisations

Compte pour près de 80 % du budget d'immobilisations d'EDPE

- **Nouvelles écoles**
- **Projet d'ajout aux écoles**
- **Rationalisation**
- **Remplacement complet d'écoles**
- **Améliorations en milieu de vie**

L’outil actuel (AMQB) est un bon pas vers une prise de décision fondée sur des données probantes

- Le Ministère utilise l’outil d’analyse multidimensionnelle quadruple bilan depuis 2014
- 15 indicateurs utilisés pour évaluer les projets scolaires dans 4 catégories de l’analyse multidimensionnelle quadruple bilan



Les décisions de financement ne sont pas toujours fondées sur des données probantes ou objectives

Faiblesse dans la conception de l'outil

- 7 des 15 indicateurs doivent être améliorés

Faiblesse dans l'application de l'outil

- Insuffisance du processus d'examen de qualité
- Outil contourné dans certains cas

Incidence :
L'objectivité des décisions de financement des immobilisations est douteuse

Processus d'examen de la qualité insuffisant : Projet Grand Bay – Erreur de saisie des données

Pièce 2.8 – Notes de l'AMQB pour le projet de rationalisation Grand Bay (2015-2016 à 2019-2020)

Exercice	Note de l'AMQB	Écart de la note par rapport à celle de l'exercice précédent
2019-2020	194	-84
2018-2019	278	+54
2017-2018	224	+21
2016-2017	203	-27
2015-2016 (premier exercice)	230	-

- L'erreur a entraîné un ordre de priorité inadéquat du projet
- Si ce projet avait été mis en œuvre comme recommandé par le Ministère, il aurait pu donner lieu à une décision de financement inappropriée

Divergence de l'AMQB : Nouvelles écoles mal notées

Exemple : Hanwell K-8 School – 2019-2020

- Nouvelle école notée pour l'état des installations (indicateur 4)

✗ Écart par rapport aux définitions de l'AMQB

- Cela a ajouté des points à la note du projet Hanwell
- Par conséquent, le classement de Hanwell s'est considérablement amélioré

L'approche à plusieurs niveaux contourne le processus de l'AMQB

Exercice 2019-2020			
Ordre de priorité de l'AMQB	**Projet**	**Proposition budgétaire du Ministère***	**Projets d'immobilisations approuvés**
1	Mathieu Martin (9e à 12e année) - Dieppe	✗	—
2	Amirault (Me-5) - Dieppe	✗	—
3	**Hanwell K-8 School**	✓	✓
Exercice 2018-2019			
15	**École de Moncton**	✓ **(pour l'achat de terrain seulement)**	✓

Projet ponctuel priorisé en dehors du processus de l'AMQB

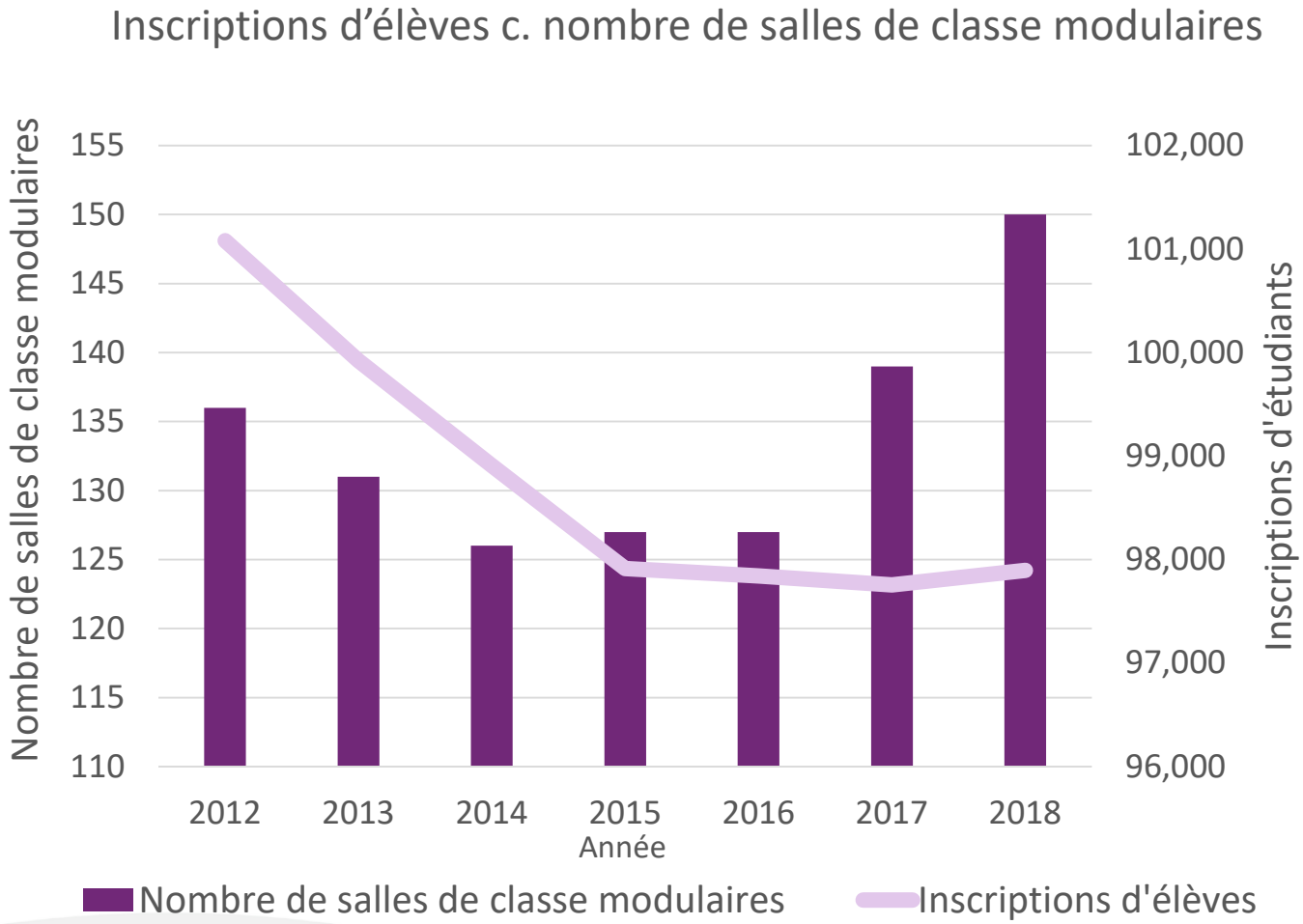
Auditorium de Woodstock High

- Le village de Woodstock a pris l'initiative des rénovations
- Le Ministère a indiqué que le Cabinet du premier ministre a approuvé le projet en 2014
- Le Cabinet du premier ministre a approuvé le projet d'auditorium en dehors du processus normal
- Projet priorisé sans entrer en concurrence avec d'autres grands projets d'immobilisations

Projet approuvé par l'AMQB mis en suspens à la suite d'un changement de gouvernement

	Écoles Bessborough (K-8) et Hillcrest (Middle) – Moncton
2015	• ASD-E recommande des améliorations en milieu de vie de Bessborough • Le Ministère a évalué le coût à plus de 70 % de la construction d'une nouvelle école
2016-2017	• Étude de durabilité et plusieurs cycles de consultation publique. • Recommandation : Fermer Bessborough et Hillcrest, construire une nouvelle école
2018-2019	• 1,5 million de dollars approuvés pour envisager une nouvelle école • Le projet approuvé par l'AMQB est annulé suite à un changement de gouvernement • Une incertitude majeure demeure • Graves problèmes d'entretien

L'augmentation des salles de classe modulaires indique une mauvaise planification

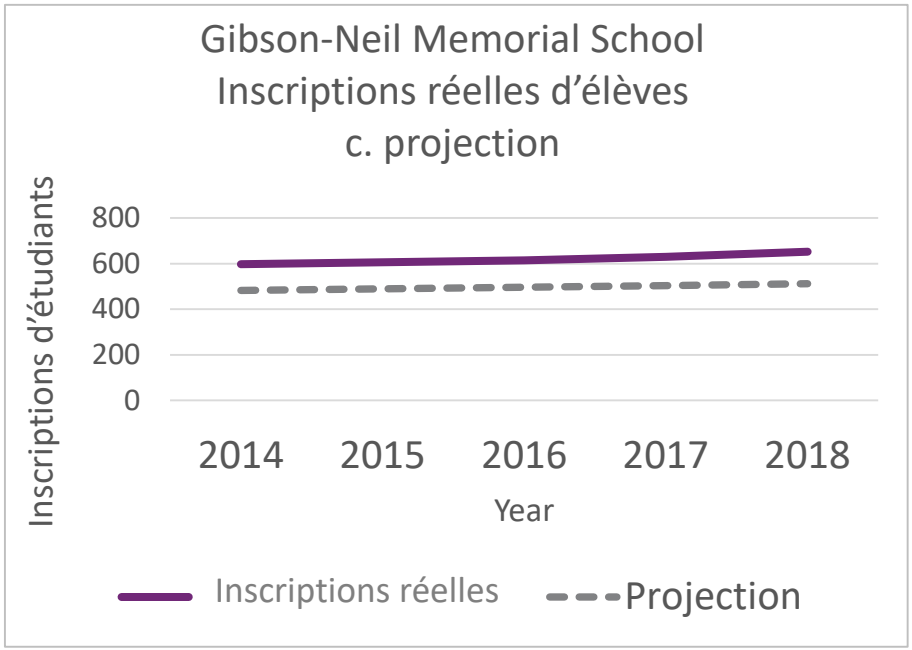


Volume I – Chapitre 2
2.99, pièce 2.12

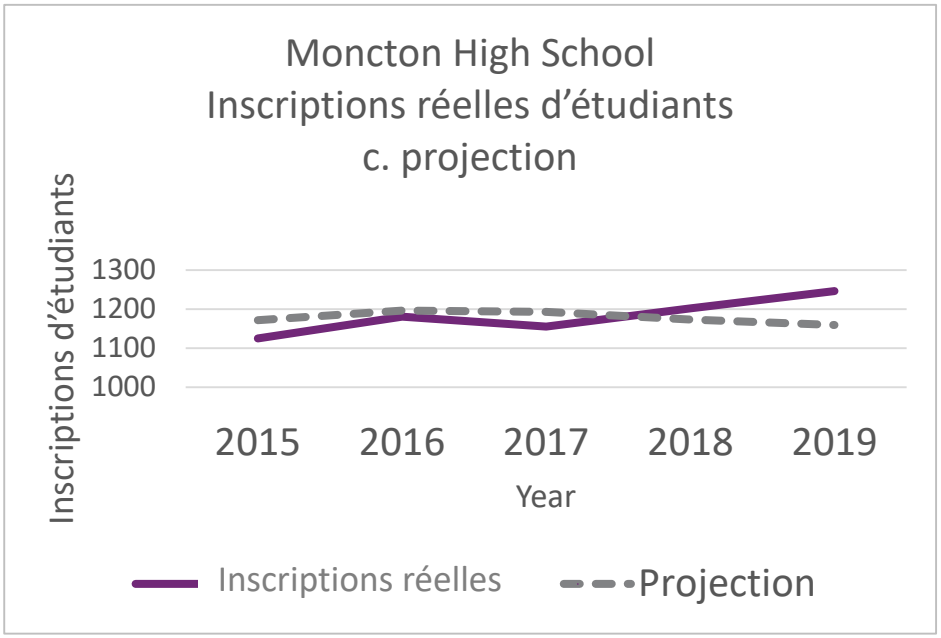
AGNB VGNB

Planification insuffisante – projections des inscriptions d'élèves

Gibson Neill Memorial School



Moncton High School



Programme d'amélioration des immobilisations

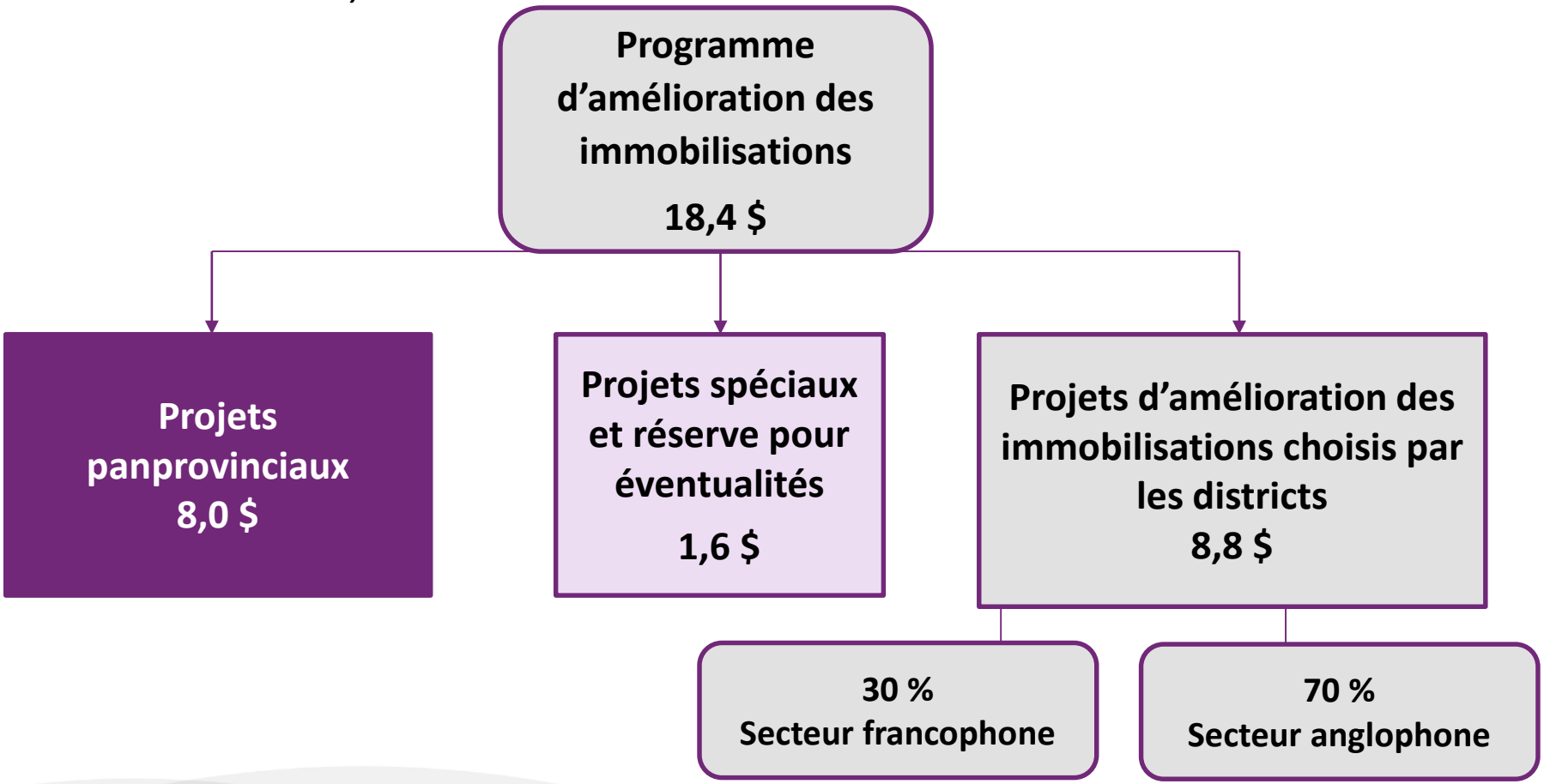
Tous les projets entre 10 000 et 1 million de dollars

<u>Les 20 % restants du budget d'immobilisations d'EDPE</u>

- **Projets panprovinciaux**
- **Projets spéciaux**
- **Projets choisis par les districts scolaires**

Types de projets d'améliorations des immobilisations

Ventilation du programme et du budget d'amélioration des immobilisations 2019-2020 (en millions de dollars)



Pas de plan global pour régler les questions liées à l'entretien différé des écoles

Source : site Web de l'école
Secteur français : Académie Notre-Dame, construite en 1936

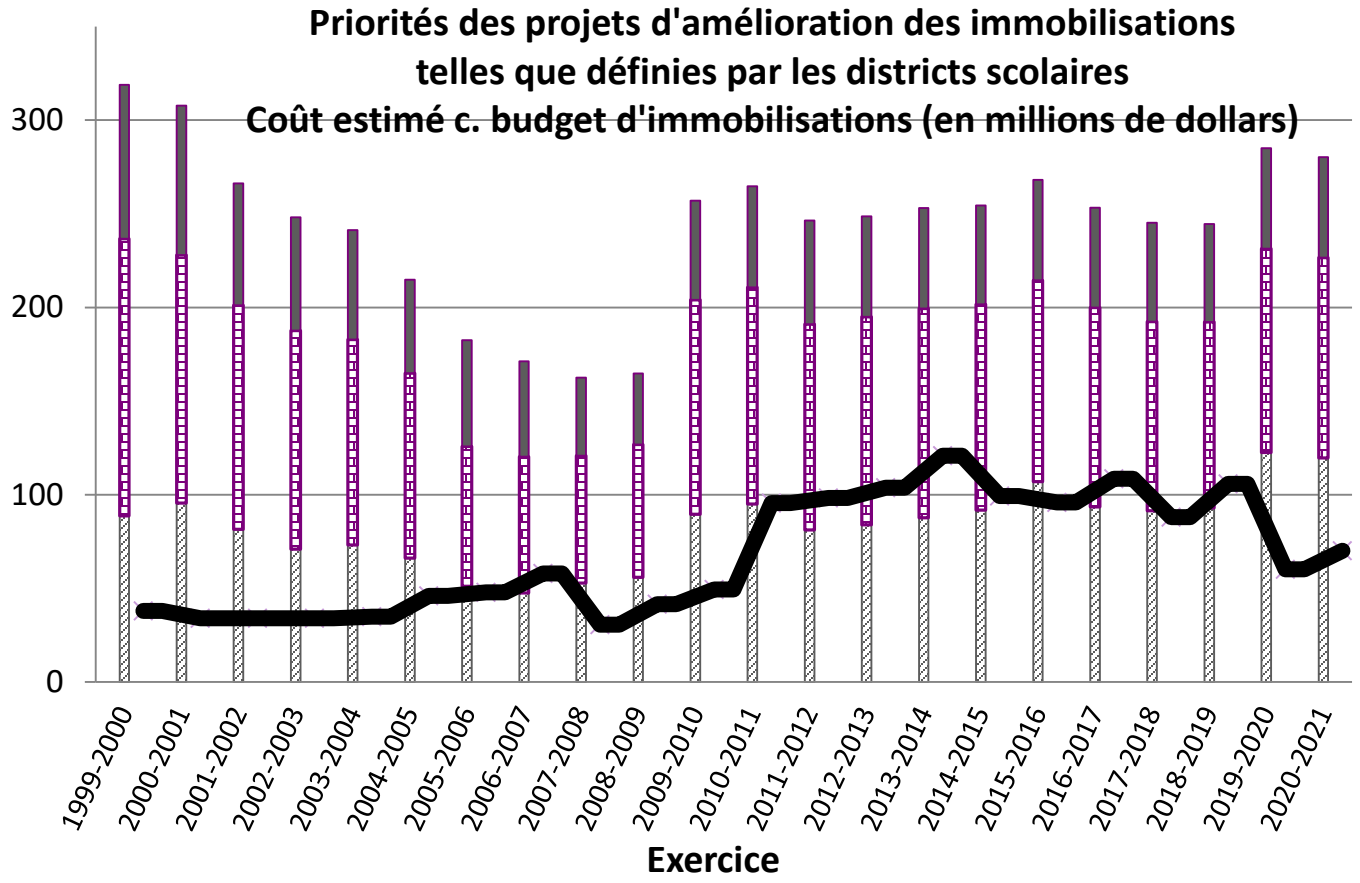
- Questions importantes liées à l'entretien différé s'élevant à 282,7 millions de dollars*

**Estimation des coûts fondée sur les projets proposés en cours*

Source : site Web du village
Secteur anglais : Riverside Consolidated School, construite en 1909

- Une approche à court terme et réactive conduit à un financement sous-optimal alors que l'état des écoles continue de se détériorer

Question des risques liés à l'entretien différé– Augmentation de l'entretien différé



Entretien différé estimé à 282,7 millions de dollars

Priorité 1 :
Santé et sécurité des occupants/Fermeture des installations

Priorité 2 :
Travaux essentiels

Priorité 3 :
Important mais pas urgent

Budget :
Total du budget d'immobilisations d'EDPE

Le financement du cycle de vie existe pour les écoles en PPP

Écoles en PPP	Écoles de construction traditionnelle
• 4 écoles • **Source protégée de financement** • Exercice 2019 – plus de 3 millions de dollars de fonds pour les réparations et l'entretien	• 290 écoles • **Cycle budgétaire annuel** • Exercice 2019 – 18,4 millions de dollars pour les réparations et l'entretien

Données insuffisantes et de mauvaise qualité

- Pas de base de données centralisée des installations scolaires à l'échelle provinciale
- Données non disponibles ou incomplètes sur l'état des installations scolaires
- Les données sont fondamentales pour la prise de décision

Infrastructure scolaire – Messages clés

- Les gouvernements successifs ont pris des décisions de financement des immobilisations qui n'étaient pas toujours fondées sur des données probantes
- Le Ministère doit faire preuve d'un leadership clair en matière d'infrastructure scolaire
- L'entretien différé des écoles reste un problème important
- La province doit optimiser son budget d'immobilisations par une planification à long terme de l'infrastructure

Recommandations du VGNB

- Améliorer davantage l'outil et le processus d'évaluation de l'AMQB
- Produire un rapport public annuel (résultats de l'AMQB)
- Appliquer un processus budgétaire à long terme qui intègre les meilleures pratiques de gestion du cycle de vie des biens
- Améliorer la base de données

Services d'ambulance

Ministère de la Santé (le « Ministère ») et EM/ANB Inc.

Volume I Chapitre 3

AUDITOR GENERAL OF NEW BRUNSWICK

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Pourquoi avons-nous effectué cet audit ?

- La qualité des services d'ambulance est importante, car les résultats de santé peuvent être affectés dans des situations de vie ou de mort
- La gestion des services d'ambulance a été confiée au secteur privé, y compris la responsabilité du budget annuel de 110 millions de dollars d'ANB
- Les frais de gestion payés à SSMNB, environ 3,2 millions de dollars par année, ont dépassé 38 millions $ sur les 12 années du contrat

Objectifs de notre audit

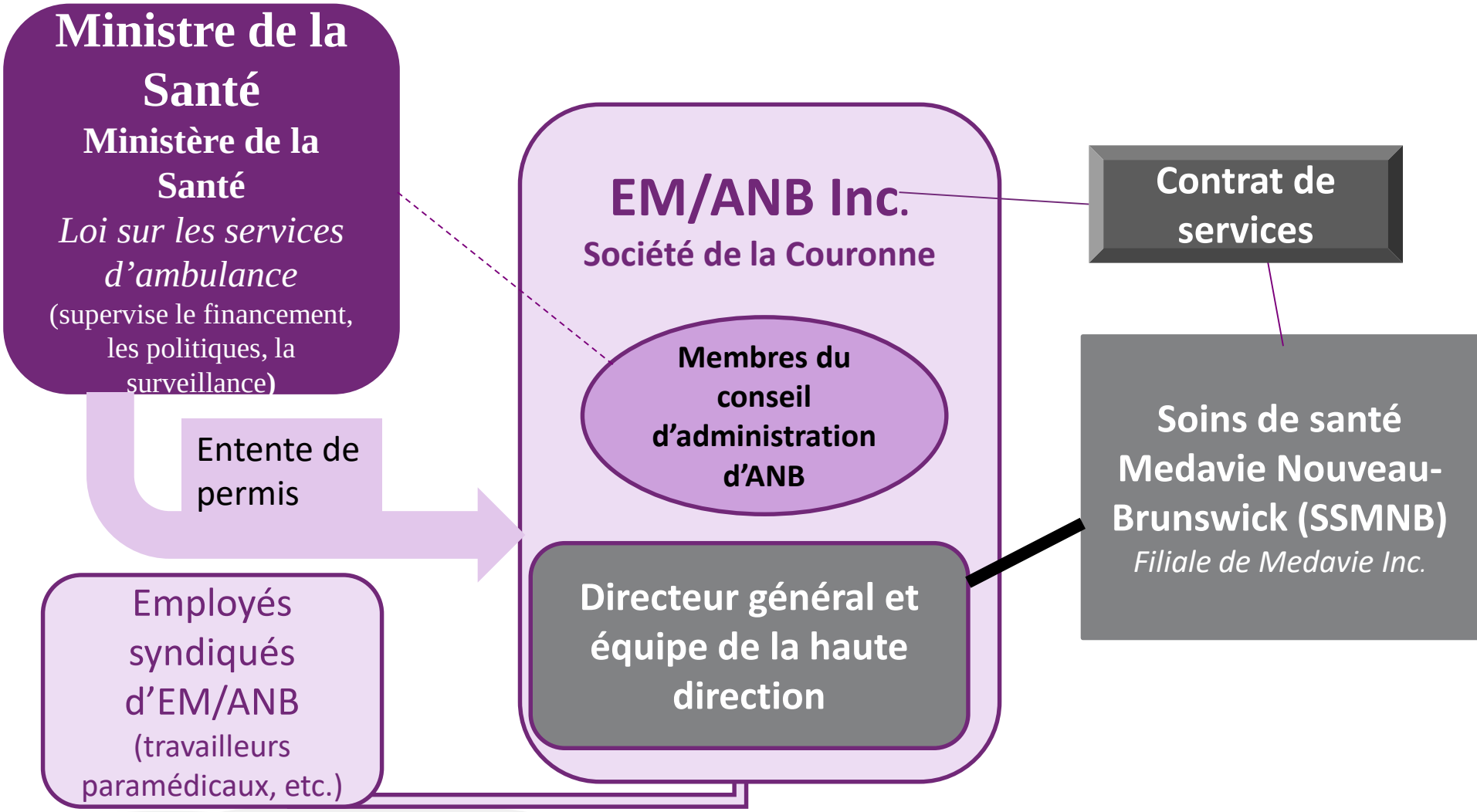
<u>Déterminer si</u> :

- les structures et les processus de gouvernance du Ministère mis en place pour l'EM/ANB établissent un cadre pour une surveillance efficace
- le contrat de services d'ambulance d'EM/ANB est conçu et géré de manière à atteindre les objectifs prévus

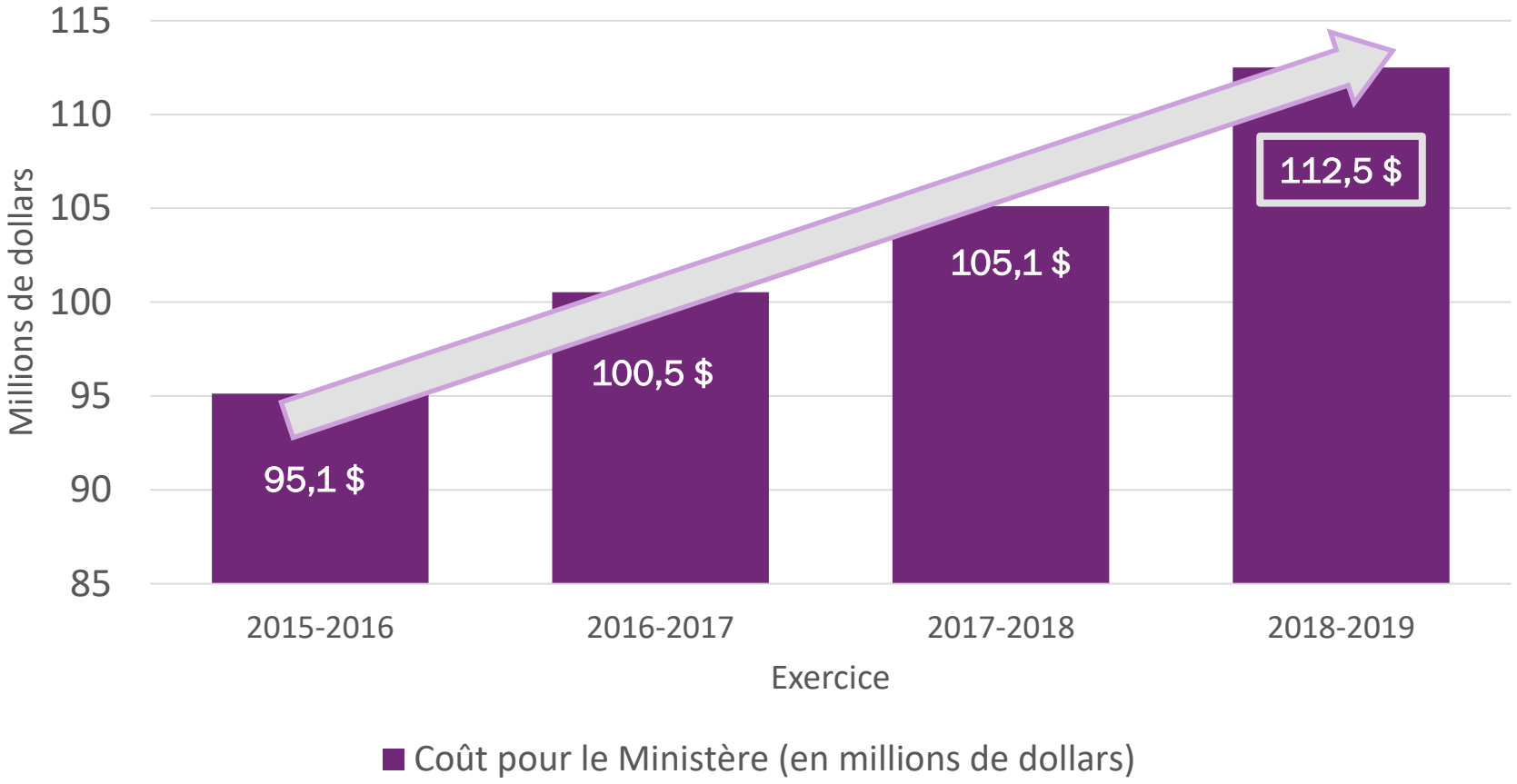
Conclusions

- Le cadre législatif et la structure de gouvernance n'assurent pas une surveillance suffisante des services d'ambulance en raison de nombreux conflits inhérents
- Un contrat mal structuré a permis des paiements douteux à SSMNB pour des postes de travailleurs paramédicaux vacants
- Le contrat a permis l'utilisation non valable et excessive des exemptions, ce qui a rendu les résultats des délais d'intervention au 911 inexacts

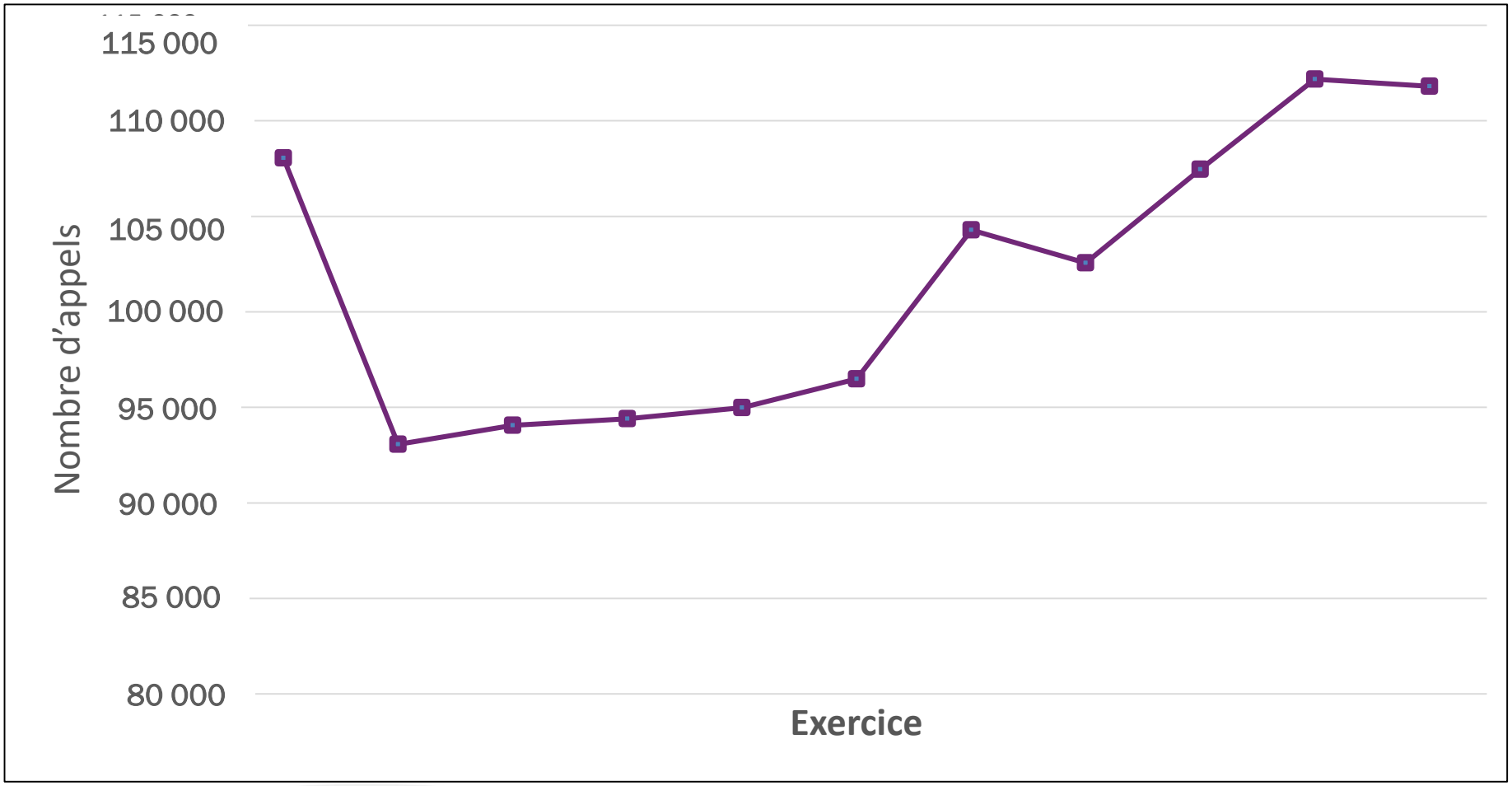
Structure de gouvernance complexe



Coût des services d'ambulance (en millions de dollars)



Volume annuel des appels au 911



Thèmes des constatations

- Faiblesse de la structure de gouvernance et de contrôle
- Le contrat autorise une base de paiement douteuse
- Le contrat permet un recours excessif aux exemptions et des mesures de rendement ambiguës

Faible structure de gouvernance et de contrôle

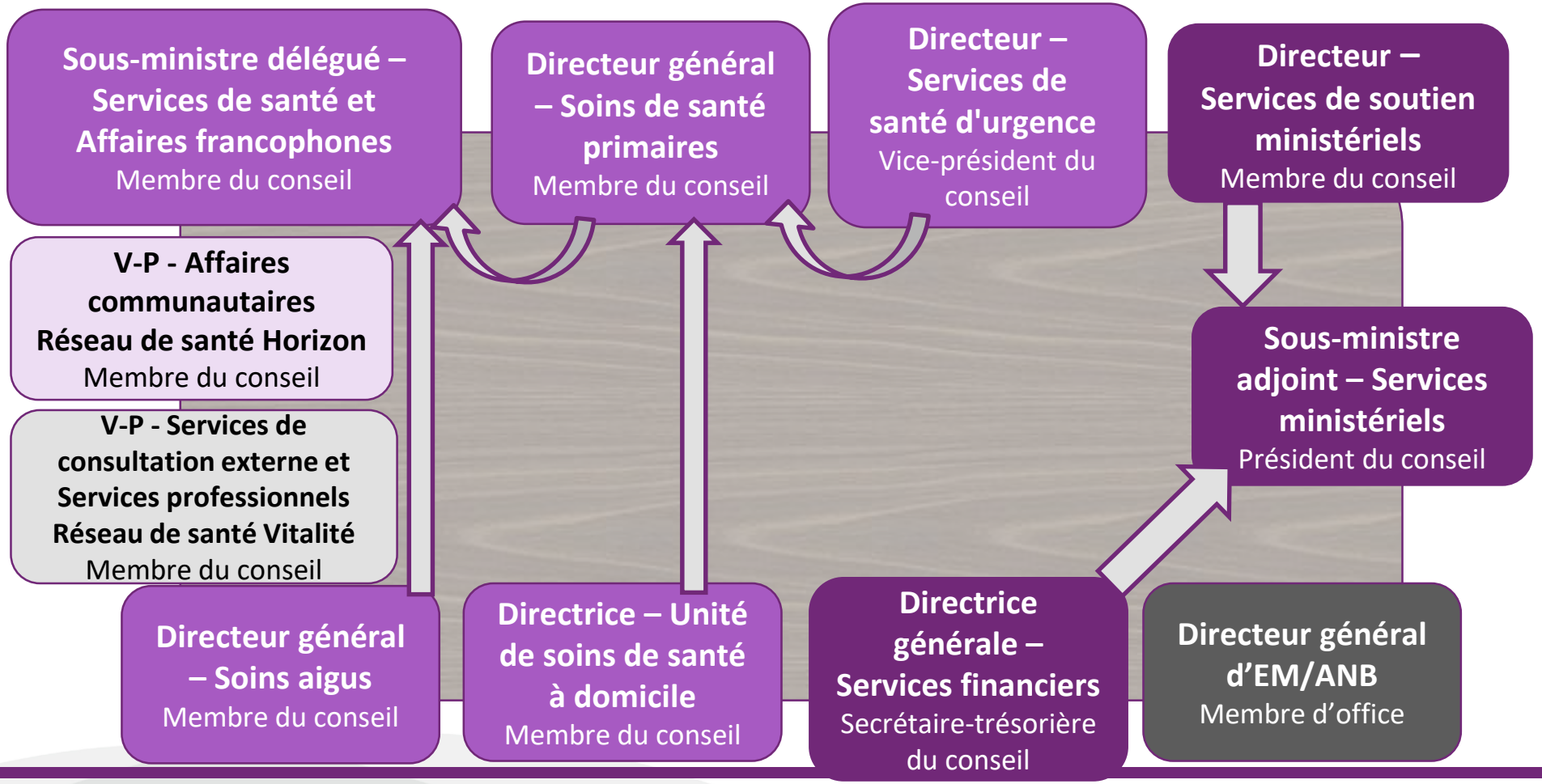
ANB n'avait pas de mandat officiel

L'EM/ANB manquait :

- d'une loi habilitante et son mandat n'est pas clair
- de clarté dans l'orientation générale

Cela a affaibli le contrôle du Ministère sur l'EM/ANB

Conflits inhérents : le conseil d'administration manque d'indépendance



Volume I – Chapitre 3
3.53-3.59, pièce 3.8 [modifiée]

AGNB VGNB

Le poste de directeur général a un double rôle qui crée un conflit d'intérêts

- Le directeur général d'EM/ANB est aussi le président de SSMNB
- Il serait difficile pour un directeur général d'agir dans l'intérêt supérieur d'EM/ANB et de SSMNB
- Le double rôle pourrait amener le directeur général à prendre des décisions dans l'intérêt de son employeur (SSMNB)

Le conseil d'administration manque d'autorité et d'influence sur le directeur général

- Le conseil ne peut sélectionner le directeur général (SSMNB le sélectionne et recommande au ministre)
- Le conseil n’a pas d’influence sur le montant et le type de rémunération versée au directeur général (SSMNB décide de la rémunération du directeur général)
- Le conseil n’évalue pas le rendement du directeur général

Attentes peu claires concernant le contrat de service d'ambulance

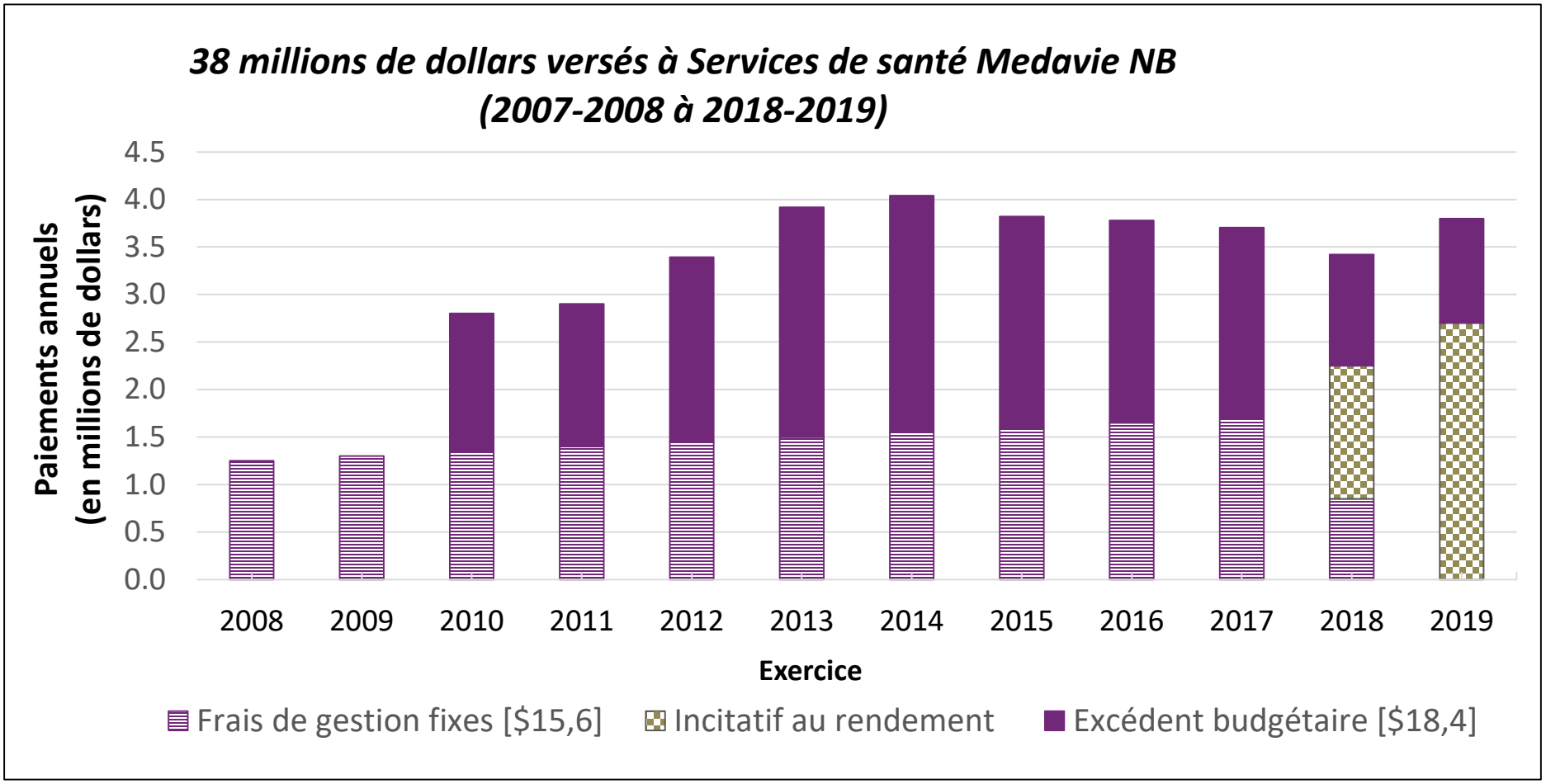
- Le contrat de service exige un service continu et ininterrompu au Nouveau-Brunswick
- **Aucune définition claire pour « rupture de continuité » et « interruption de service »**

- Le manque de clarté affaiblit la capacité du Ministère à tenir ANB responsable

Source: Radio-Canada/CBC archives

Le contrat autorise une base de paiement douteuse

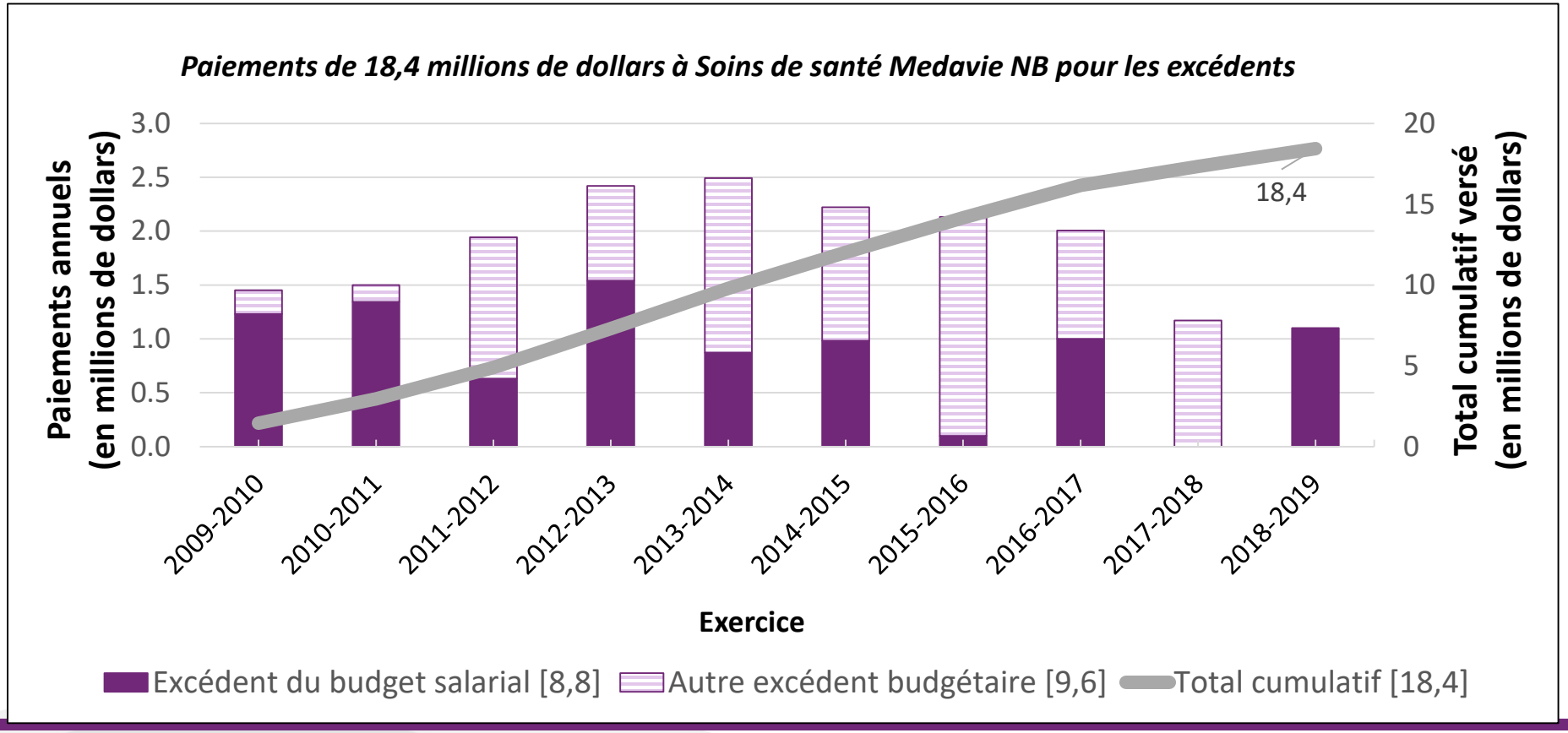
Comment SSMNB a-t-elle été rémunérée pour ses services de gestion ?



La pénurie de travailleurs paramédicaux a créé des paiements de plus de 8,8 millions de dollars à SSMNB

- Le processus budgétaire est fondé sur la pleine utilisation des ambulances
- Le contrat permet à SSMNB de conserver l'excédent budgétaire
- Mesures qui dissuadent SSMNB de pourvoir les postes vacants de travailleurs paramédicaux

Base de paiement inappropriée : 8,8 millions sur 18,4 millions de dollars en raison des postes vacants



Volume I – Chapitre 3
3.32, 3.98-3.107, pièce 3.9 [adaptée]

AGNB VGNB

Le contrat permet un recours excessif aux exemptions et des mesures de rendement ambiguës

Attentes en matière de rendement d'ANB

Attentes à 90 % du temps

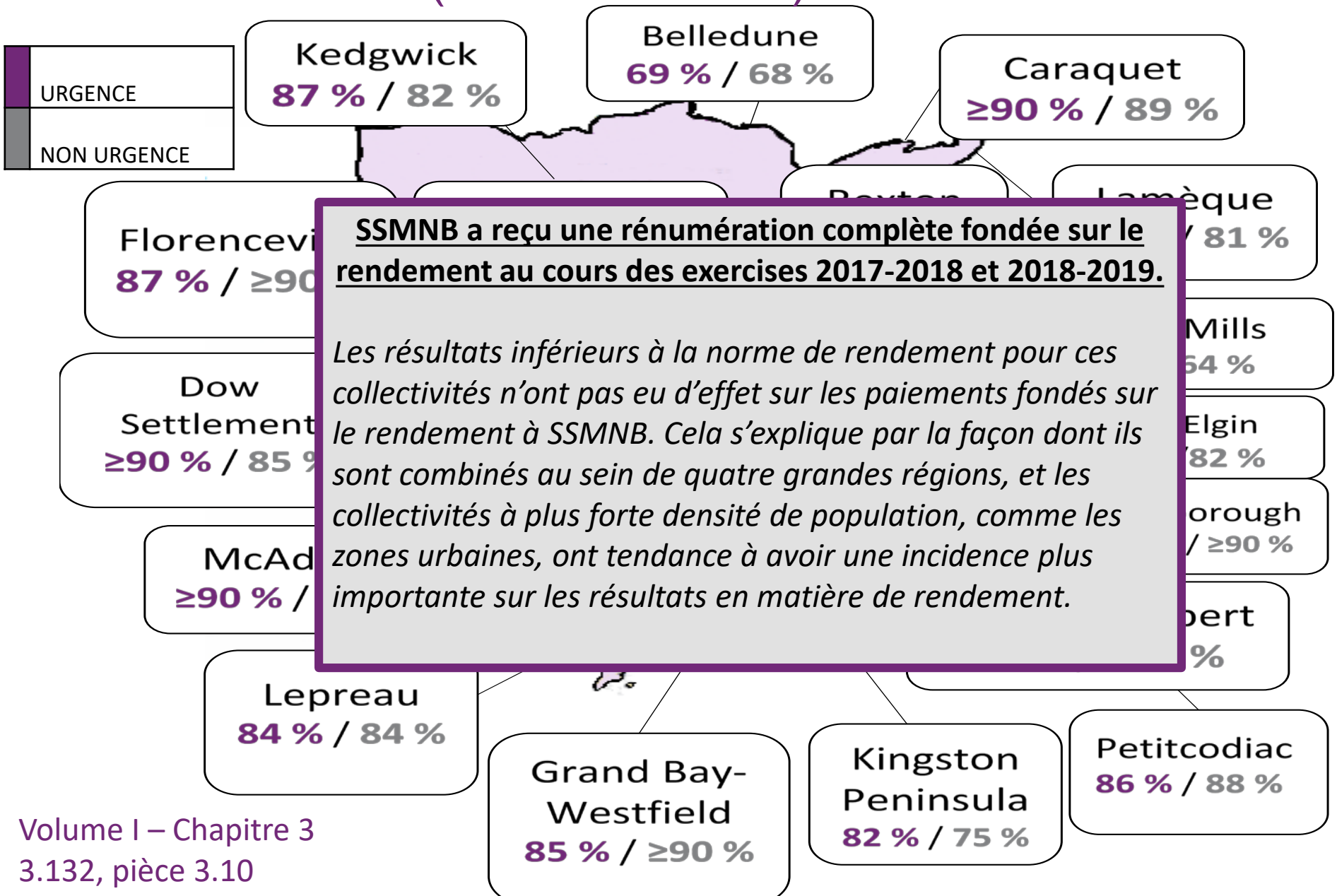
Délais d'intervention urgente	Délais d'intervention non urgente
Zone rurale Moins de 22 minutes	**Zone rurale** Moins de 25 minutes
Zone urbaine Moins de 9 minutes	**Zone urbaine** Moins de 15 minutes

Le contrat permet des mesures de rendement ambiguës

1. 19 des 67 collectivités en dessous de 90 % du délai d'intervention exigé

2. Le Ministère permet un recours excessif aux exemptions

La méthode de mesure du rendement désavantage les collectivités rurales (19 dessous 90 %)



SSMNB a reçu une rénumération complète fondée sur le rendement au cours des exercises 2017-2018 et 2018-2019.

Les résultats inférieurs à la norme de rendement pour ces collectivités n'ont pas eu d'effet sur les paiements fondés sur le rendement à SSMNB. Cela s'explique par la façon dont ils sont combinés au sein de quatre grandes régions, et les collectivités à plus forte densité de population, comme les zones urbaines, ont tendance à avoir une incidence plus importante sur les résultats en matière de rendement.

Volume I – Chapitre 3
3.132, pièce 3.10

Quelles sont les exemptions au délai d'intervention ?

- Certains appels sont ajustés pour être conformes aux exigences contractuelles en raison de facteurs considérés comme indépendants de la volonté de SSMNB
- Voici des exemples :
  - Déploiement total (trop d'ambulances occupées – accident majeur)
  - Météo
  - Construction
  - Lieu inconnu

Le contrat permet une surutilisation des exemptions de déploiement total

- Des exemptions de déploiement total ont été accordées plusieurs fois **par jour à Saint John et à Moncton**
- Le contrat permet le recours illimité aux exemptions
- Le recours trop fréquent aux exemptions suggère que le plan d'EM/ANB ne parvient pas à anticiper les volumes d'appels
- Le plan n’a pas été actualisé depuis 2007

La surutilisation des exemptions a augmenté les paiements incitatifs à SSMNB

- A causé une surestimation du rendement positif en matière de délai d'intervention
- A fait passer le délai d'intervention de moins de 90 % à plus de 92 %
- A entraîné le versement d'une prime de rendement de 650 000 $ à SSMNB en 2018-2019

Les exemptions de déploiement total ont masqué les difficultés opérationnelles

- Exemptions de déploiement total utilisées pour la distance, des unités hors service et une erreur du conducteur
- Importance moindre accordée aux domaines à améliorer

Mesures de rendement insuffisantes :

- Ambulance aérienne
- Ressources humaines
- Transferts de patients
- Gestion de la flotte
- Langues officielles
- Objectifs progressifs

Aucun IRC lié aux ressources humaines

- Plus de **6 400 cas** d'unités hors service d'une durée de huit heures ou plus se sont produits en 2017-2018 et en 2018-2019
- Les données indiquaient « aucun personnel disponible »

Les retards aux hôpitaux ont entraîné la perte de 3 600 heures d'ambulance

Retards de déchargement de juin 2018 à mars 2019			
Quatre grands hôpitaux	**Nombre d'arrivées**	**Arrivées retardées (au-delà de 25 minutes)**	**Heures de retard (au-delà de 25 minutes)**
L'Hôpital de Moncton	4 142	86 %	1 724
Hôpital régional de Saint John	2 542	77 %	702
Centre hospitalier universitaire Dr-Georges-L.-Dumont	1 993	79 %	887
Hôpital régional Dr Everett Chalmers	776	81 %	299
Total	**9 453**	**82 %**	**3 614 heures**

Recommandations du VGNB

Nous avons formulé 21 recommandations pour résoudre les problèmes

Suivi du rapport de 2008 - Redevances sur le bois

Ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie (le « Ministère »)

Volume I Chapitre 3

AUDITOR GENERAL OF NEW BRUNSWICK

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Pourquoi avons-nous effectué un examen de suivi ?

- Le ministre a envoyé une demande au titre de l'article 12 à la vérificatrice générale pour « *entreprendre un examen de suivi des mesures prises en réponse aux recommandations figurant dans le rapport du vérificateur général de 2008* »

- Diverses parties prenantes ont mentionné les constatations du rapport de 2008 dans l'argumentation de leur position au sujet des marchés du bois et du bois sur pied au Nouveau-Brunswick

- L'industrie et le marché forestiers ont considérablement changé depuis 2008

2020 – Conclusions générales découlant de cet examen

- Le processus d'établissement des redevances s'est grandement amélioré depuis 2008 – peut représenter la juste valeur marchande (JVM)

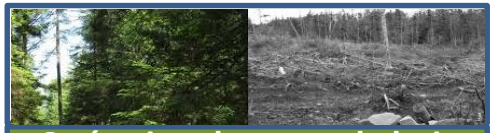
- Cependant, le Ministère doit encore ajuster et appliquer de nouveaux taux comme l'exige la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne*

- La vérificatrice générale formule huit autres recommandations pour améliorer davantage le processus d'établissement des taux de redevance sur le bois de la Couronne

Approche du VGNB pour l'examen en vertu de l'article 12

- Embauche d'experts ayant une vaste expérience dans les domaines suivants :
  - foresterie
  - économie forestière
  - modélisation économétrique
- Examen des documents du Ministère, y compris les rapports de deux consultants
- Entrevues avec le personnel du Ministère et de la Commission des produits forestiers

Aperçu : Processus d'établissement des taux de redevance sur le bois de la Couronne



Opération de vente de bois sur pied privé
Propriétaire du terrain boisé privé vend des arbres sur pied à des entrepreneurs de récolte ou à des usines

Résultats de l'étude des droits de coupe – 2017 à 2018

La CPF effectue une étude annuelle des droits de coupe – calcule le prix moyen provincial du bois sur pied privé ($)/produit

= $

RNDE calcule les taux de redevance sur le bois de la Couronne en utilisant les prix moyens du bois sur pied de la CPF ($) comme juste valeur marchande

Bois de placage - érable à sucre	44,86 $/m³
Bûches de sciage - cèdre	18,60 $/m³
Bois à pâte - épinette/sapin	5,50 $/m³

Le gouvernement examine et établit les taux de redevance sur le bois de la Couronne recommandés par RNDE
(juste valeur marchande en $)

Les titulaires de permis de coupe de bois de la Couronne (usines) récoltent le bois de la Couronne pour la transformation et versent des redevances au N.-B.

Constatations spécifiques à la demande au titre de l'article 12

Recommandation de 2008 - Le Ministère met en place un nouveau système pour déterminer la juste valeur marchande

État en 2020 – Partiellement mise en œuvre

Constatations clés appuyant l'état en 2020

- ✓ L'étude actuelle du marché du bois privé s'est ***grandement améliorée*** depuis 2008 et les prix du bois sur pied privé découlant de l'étude peuvent représenter des opérations équitables sur ce marché
- X Par contre, le Ministère n'a pas ajusté et appliqué de nouveaux taux comme l'exige la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne* depuis 2015

Recommandation de 2008 – Améliorations importantes apportées au processus des études du bois privé

Attribut clé	Avant 2008	2009 à 2015	Actuel (2015 à 2018)
Participation de l'acheteur	Volontaire	Volontaire	**Obligatoire**
Méthodologie de l'étude	Étude et entrevues au N.-B. limitées, calculs de la valeur résiduelle	Étude et entrevues dans les Maritimes	**Étude du N.-B. – cueillette des données (de la source), analyse et vérification**
Fréquence des études	Périodique	Cycle de 2 à 3 ans	**Annuelle**
Taille de l'échantillon	700 points de prix	700 points de prix	**3 500 à 4 000 points de prix**
Source des données	Ententes et enquête - taux payés pour le bois sur pied	Ententes et enquête - taux payés pour le bois sur pied	**Opérations indépendantes de la source Jusqu'à 15 000**
Vérification des données	Aucune	Aucune	**Annuelle – tierce partie**

- Nous avons constaté que la méthodologie actuelle est statistiquement solide, utilisant des données représentatives et vérifiables de la source (y compris l'industrie et les entrepreneurs tiers).

Recommandation du VGNB de 2008 concernant l'utilisation d'indices de marché trimestriels pour ajuster les taux de redevances révisés en 2020

État en 2020 – Non mise en œuvre / Révisé par le VGNB

- Le Ministère a choisi d'abandoner les modifications apportées aux taux de redevance sur le bois de la Couronne fondés sur les indices des marchés des produits finis
- Les taux de redevances sur le bois de la Couronne n'ont pas été actualisés en fonction des prix moyens des études du bois sur pied du marché privé par le gouvernement depuis 2015

Révision de la recommandation du VGNB de 2008 – Passer au processus d'établissements des tarifs en temps réel

- Le retard de mise en œuvre du Ministère signifie que les taux ne répondent pas à l'évolution du marché
- Le Ministère doit utiliser les indices du marché pour actualiser les taux de redevance sur le bois de la Couronne jusqu'à ce que les données en temps réel soient disponibles
- Les données en temps réel pourraient améliorer la réactivité du processus d'établissement des taux sur le bois de la Couronne
- Le ministre a besoin de latitude et de capacité pour actualiser les taux de redevances sur le bois de la Couronne plus rapidement

Recommandation de 2008 concernant la comptabilité a été mise en œuvre

Le Ministère enregistre maintenant :

- Les revenus de redevances sur le bois de la Couronne sur une base brute
- Les coûts de gestion forestière séparément

La recommandation de 2008 d'un système de taux de redevances sur une base régionale n'est plus applicable en 2020

- L'utilisation de taux de redevance régionaux sur le bois de la Couronne pourrait accroître l'exactitude, mais la mise en œuvre du système est complexe et pourrait avoir un coût élevé

- Il n'existe pas de justification claire pour un système régional pour le moment

Le VGNB formule 8 autres recommandations en 2020 pour améliorer davantage les redevances sur le bois de la Couronne

<u>Les recommandations comprennent</u> :

- *Que le gouvernement révise et actualise les redevances sur le bois de la Couronne sur une base annuelle, comme l'exige la Loi sur les terres et forêts de la Couronne (la Loi);*
- *Une définition de la « juste valeur marchande » dans le contexte de la Loi;*
- *S'efforcer d'obtenir des données et des informations adéquates en temps réel de toutes les sources pour mieux faciliter la modification précise et opportune des taux de redevances sur le bois de la Couronne.*
- *Donner au ministre plus de latitude et de capacité pour actualiser les taux de redevances sur le bois de la Couronne de manière plus opportune*

Questions

15 indicateurs de l'AMQB

- Espace/emplacement conforme aux lignes directrices de planification du Ministère
- Vient compléter les plans de développement municipal pluriannuels ou les données démographiques
- Amélioration des taux d'utilisation de l'école
- État des installations/entretien différé
- Objectifs du GNB pour les bâtiments écologiques à haut rendement
- Coûts d'exploitation et d'entretien (utilisation des services publics)
- Effets sur le transport (coûts et temps de déplacement)
- Situation économique de la communauté
- Urgence de la mise en œuvre
- Ordonnances de conformité de Travail sécuritaire NB, Sécurité publique, Santé publique, etc.
- Conformités avec les normes d'accessibilité
- Milieu d'apprentissage optimisé
- Emplacement de l'établissement (tient compte de la qualité de l'air extérieur, des usages du voisinage, de la circulation, etc.)
- Disponibilité de programmes d'études dans la langue de son choix/à une distance acceptable (pour favoriser une diversité culturelle)
- Programme éducatif des Premières Nations offert en salle de classe